

## Analyse comparative des procédures et pratiques de la participation publique à l'ÉIE dans les pays francophones d'Afrique et de l'Océan Indien

[lien vers le diaporama](#)

Georges LANMAFANKPOTIN

Secrétaire à l'Information et à la communication

Association béninoise des professionnels en évaluation environnementale (ABPÉE)

Bénin

Pierre ANDRE, Karim SAMOURA, Louis COTE, René BEAUDET, Michel BERNIER, Benoît LEVESQUE

*Georges Lanmafankpotin est secrétaire à l'Information et à la Communication de l'Association béninoise des Professionnels en Évaluation Environnementale (ABPÉE) et membre du Groupe de Recherche en Adaptation aux Changements environnementaux (GRACE-UdeM). Il est praticien de l'évaluation environnementale depuis plus de 15 ans. Il complète actuellement un doctorat en géographie à l'Université de Montréal. Dans le cadre de ses recherches, il a notamment travaillé sur la construction d'indicateurs alternatifs localement pertinents d'appréciation de la participation publique interrogeant les schèmes socioculturels du milieu et les sujets culturels qui construisent et font avancer les modèles de prise de décision publique au Bénin, un pays qui, en matière d'évaluation environnementale, s'est inspiré du fonctionnement du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Il est co-auteur de l'ouvrage Le développement soutenable - Évaluation simplifiée dans un contexte Nord-Sud.*

### Résumé

De nombreux États expérimentent depuis quelques années diverses formes de démocratie participative, notamment en environnement. Ils répondent ainsi à la nécessité de travailler en partenariat avec une société civile de plus en plus informée, mieux organisée et davantage exigeante en demande d'information de qualité sur les décisions influençant sa vie. Ces initiatives, datant en général des années 1990, doivent obéir à des conditions d'appropriation, générer des dispositifs institutionnels efficaces, disposer des ressources humaines de qualité et se doter de mesures appropriées leur permettant de remplir adéquatement les missions qui leur sont confiées. À la suite d'une conférence qui a réuni en terre africaine les pays francophones d'Afrique et de l'Océan autour de l'expertise québécoise en démocratie participative, une recherche a été initiée, en collaboration avec des équipes nationales issues de 16 pays, dans le but d'approfondir la réflexion sur la mise en place et la consolidation des mécanismes de participation publique en environnement. Dans cette communication, nous rendrons compte des résultats de cette recherche en dressant un bilan de la participation publique en évaluation environnementale et en explorant des pistes pour un renforcement des capacités humaines et institutionnelles sur le sujet.